

DREAL Hauts-de-France  
44 rue de Tournai  
CS 40259 – 59019 LILLE cedex  
59019 Lille

Lille, le 26 juillet 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/03/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur



#### **REGEAL**

AVENUE DU VERMANDOIS  
BP 80419  
60200 COMPIEGNE

Références : IC-R/183/22-JD

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/03/2022 dans l'établissement REGEAL implanté AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 COMPIEGNE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Chaque année il ressort un certain nombre d'anomalies des déclarations GEREP, lors des validations en 1er niveau par les inspecteurs, lors des contrôles réalisés par le CITEPA sur les parties Air des déclarations, lors du contrôle second niveau réalisé par le SR et lors de l'exploitation par le service IDDEE des données GEREP / GIDAF pour l'édition de l'Industrie au Regard de l'Environnement (IRE).

Une communication importante est basée sur ces données : IRE, bilan d'activité de l'inspection, inventaires des émissions dans l'air que la France doit soumettre à la Convention Cadre des Nations-Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ou la Commission Economique pour l'Europe des Nations Unies (CEE-NU) dans le cadre de ses engagements internationaux de réduction d'émissions de polluants atmosphériques. Aussi est-il nécessaire de garantir une fiabilisation maximale des données renseignées annuellement dans GEREP.

Dans ce cadre, une action régionale d'inspection sur la thématique GEREP est menée en 2022. Elle est axée sur les thématiques Air et Eau, et a pour objectif d'une part de s'assurer que les émissions qui doivent être déclarées le sont, et de contrôler la méthodologie utilisée pour déclarer.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- REGEAL
- AVENUE DU VERMANDOIS BP 80419 60200 COMPIEGNE
- Code AIOT dans GUN : 0005101072
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED - MTD

REGEAL AFFIMET produit et commercialise des alliages d'aluminium destinés à la fabrication de pièces moulées par procédés de fonderie :

- lingots de seconde fusion élaborés à partir de produits à base d'aluminium issus de diverses industries (automobile, bâtiment, alimentaire...);
- fusion à la demande de chutes d'aluminium issues des process clients (Transformation).

Les déchets fondus, valorisés sont issus de collectes sélectives et des incinérateurs.

REGEAL AFFIMET fabrique aujourd'hui plus de 100 alliages différents sous les marques CALYPSO et AFFIMET.

**Le thème de visite d'inspection retenu est la déclaration des émissions atmosphériques et aqueuses sur le logiciel GEREP.**

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe deux types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Déclaration GEREK / obligation	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I	/	Sans objet
Déclaration GEREK / état	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7	/	Sans objet
Déclaration GEREK / données attendues si seuils dépassés	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4	/	Sans objet
Déclaration GEREK / installations de combustion > 20MW	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1	/	Sans objet
Déclaration GEREK / validité des données dans l'air	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GEREK / validité des données dans l'eau	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5	/	Sans objet
Déclaration GEREK / respect des VLE annuelles	Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article AP	/	Sans objet
Déclaration GEREK / prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/02/2021, article 2	/	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort de cette inspection que l'exploitant réalise chaque année sa déclaration Gerep scrupuleusement. Les déclarations requises telles que les émissions des six paramètres obligatoires pour les installations de combustion ainsi que les volumes d'eau prélevés sont réalisées chaque année.

L'exploitant souhaite s'affranchir de la déclaration de certains paramètres obligatoires pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, étant donné que ses activités ne relèvent pas de la rubrique 2910. Il s'agit des paramètres suivants : CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub> et TSP.

En effet, les fours rotatifs et réverbères de la société Regeal ne sont pas considérés comme des installations de combustion, car leur rôle est de fusionner l'aluminium ou de réaliser des alliages de métaux.

L'exploitant n'est donc pas tenu de continuer à déclarer ses émissions pour les cinq paramètres susvisés, puisque les seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 ne sont pas atteints.

L'inspection a formulé des observations dans la grille de constats pour améliorer la qualité des informations déclarées dans GEREK. Il est demandé à l'exploitant d'indiquer sous 1 mois les suites données ou envisagées à ces observations.

## 2-4) Fiches de constats

### Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / obligation

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe I
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> Etablissement concerné par la déclaration au motif de : - soumis à autorisation -ou soumis à enregistrement
<b>Constats :</b> L'établissement est soumis à autorisation au titre de la rubrique 3250-b : Transformation des métaux non ferreux b) Fusion, y compris alliage, de métaux non ferreux incluant les produits de récupération et exploitation de fonderies de métaux non ferreux, avec une capacité de fusion supérieure à 4 tonnes par jour pour le plomb : 400 t/j.  Il est soumis à enregistrement au titre des activités suivantes :  - 2515 : Installation de broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, etc... La puissance maximale de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW : 1 022 kW ;  - 2713 : Installation de transit, regroupement, tri, ou préparation en vue de la réutilisation de métaux ou de déchets de métaux non dangereux, d'alliage de métaux ou de déchets d'alliage de métaux non dangereux, à l'exclusion des activités et installations visées aux rubriques 2710, 2711, 2712 et 2719. La surface étant : 1. Supérieur ou égal à 1 000 m2.  L'établissement figure donc à la liste des établissements visés par l'annexe I.a de l'arrêté du 31/01/08 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et des transferts de polluants et des déchets.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### Nom du point de contrôle : Déclaration GEREPE / état

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art.7
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air et Eau
<b>Prescription contrôlée :</b> La déclaration des données d'émissions polluantes et des déchets d'une année N est effectuée avant le 31 mars de l'année N + 1.
<b>Constats :</b> La déclaration annuelle des émissions polluantes et des déchets a été remplie totalement par l'exploitant. Elle sera validée par l'inspection des installations classées à la signature du rapport d'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREPE / données attendues si seuils dépassés

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions) et Eau (consommation et émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> I. L'exploitant d'un établissement visé à l'annexe I a ou I b du présent arrêté déclare chaque année ...: – les émissions chroniques et accidentelles de l'établissement ... dans l'air et dans l'eau de tout polluant indiqué à l'annexe II du présent arrêté dès lors qu'elles dépassent les seuils fixés dans cette même annexe ... – les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m <sup>3</sup> /an ; – les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m <sup>3</sup> /an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau au titre du premier tiret du présent article ;
<b>Constats :</b> Le volume d'eau consommé déclaré sur GEREPE pour 2021 est de 49136 m <sup>3</sup> . Le process ne consomme pas directement de l'eau. De l'eau de forage est utilisée pour le fonctionnement des tours aéroréfrigérantes, des poteaux incendie et pour le lavage des sols. Elle est acheminée par deux pompes qui remplissent une réserve d'eau aérienne de 300 mètres cube.  Le calcul de l'eau consommée correspond à la soustraction du rejet du débitmètre par le volume de pluie.  Observation : L'inspection s'interroge sur le fait que la consommation d'eau est effectuée par déduction. En effet, le compteur devrait permettre de connaître précisément la quantité d'eau utilisée chaque jour. L'exploitant précisera pour quelles raisons il en vient à ce calcul pour déterminer sa consommation d'eau.  Les eaux pluviales, les eaux de purge et les eaux de lavage des sols sont collectées et traitées par la station d'épuration interne du site avant rejet dans l'Aisne.  Les émissions chroniques dans les rejets aqueux de l'établissement, pour les paramètres mesurés et figurant dans l'arrêté préfectoral, sont estimées chaque année par l'exploitant en kg en fonction des résultats des mesures et de l'estimation du débit. Chaque année les quantités rejetées sont largement inférieures aux seuils de déclaration de l'annexe II de l'arrêté préfectoral du 31 janvier 2008 relatif à GEREPE. Ainsi, les émissions chroniques dans les rejets aqueux ne sont pas déclarés dans GEREPE et ne doivent pas l'être.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / installations de combustion > 20MW

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Annexe II + art. 10.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (émissions)
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Annexe II -Pour les installations de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, le seuil de déclaration des 6 polluants suivants est ramené à 0 : CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub> et TSP.</p> <p>Art.10.1 – Données spécifiques concernant : - la description de l'installation - le mode de calcul des émissions</p>
<p><b>Constats :</b> L'exploitant a demandé lors de l'inspection, pour les prochaines années, à déclarer uniquement ses émissions de CO<sub>2</sub> qui dépassent les 30 tonnes par an. N'étant pas soumis à la rubrique 2910, il ne se considère pas comme étant une installation de combustion.</p> <p>REGEAL produit et commercialise des alliages d'aluminium destinés à la fabrication de pièces moulées par procédés de fonderie : - lingots de seconde fusion élaborés à partir de produits à base de déchets d'aluminium issus de diverses industries (automobile, bâtiment, alimentaire...) ; - fusion, à la demande, de chutes d'aluminium issues des process clients (Transformation).</p> <p>Le site est composé des équipements suivants : - fonderie 1 comportant 1 four rotatif RTF3 et 2 fours réverbères F et G ; - fonderie 2 comportant 2 fours rotatifs RTF1 et RTF 2, ainsi que 3 fours réverbères 5, 8 et 9, ces trois derniers fours n'étant plus en service ; - CTT4 utilisé pour le traitement des tournures d'aluminium, cette dernière installation étant accompagnée d'un pré-broyeur ; - broyeur 1000 CV uniquement pour la réduction des déchets volumineux.</p> <p>Actuellement, dans Gerep, des cadres sont prévus pour la déclaration des émissions atmosphériques de CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub> et TSP, pour les installations de combustion. Le calcul des émissions de chaque paramètre et le remplissage des cadres représente un travail conséquent pour l'exploitant.</p> <p>La société est actuellement considérée dans GERE / P comme une installation de combustion de puissance thermique supérieure à 20 MW, bien qu'elle n'en soit pas une. Ses activités ne sont pas classées au titre de la rubrique 2910, ni au titre de la rubrique 3110. Les fours de fusion ainsi que le four de séchage des tournures ne sont pas à considérer comme des installations de combustion.</p> <p>L'exploitant n'est donc pas tenu de continuer à effectuer la déclaration des émissions des cinq paramètres suivants si les seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 ne sont pas dépassés : CH<sub>4</sub>, N<sub>2</sub>O, NO<sub>x</sub>, SO<sub>x</sub> et TSP.</p> <p>Cependant, l'exploitant doit être en mesure de justifier que les flux de polluants sont inférieurs aux seuils de déclaration GERE / P.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GERE / validité des données dans l'air

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (Emissions)
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...).</p> <p>Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées.</p> <p>L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.</p>
<p><b>Constats :</b> Le calcul des rejets atmosphériques par substance est réalisé en fonction des résultats de la campagne de mesures annuelle.</p> <p>Les concentrations mesurées permettent d'obtenir des flux à partir du débit mesuré. Ensuite, pour obtenir la quantité de substance polluante pour chacun des rejets, on multiplie par le temps global de fonctionnement annuel du four. Les totaux annuels pour chaque émissaire sont ensuite additionnés.</p> <p>Le calcul des émissions de CO<sub>2</sub>, CH<sub>4</sub> et N<sub>2</sub>O est réalisé à partir des consommations et des facteurs d'émission du gaz naturel et du 100 RED (Fioul domestique). Les facteurs d'émission sont issus de la base CITEPA.</p> <p>Observations :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- Les émissions de CO<sub>2</sub> ne peuvent être calculées par facteur d'émission et par la mesure. On ne doit retrouver que le calcul par facteur d'émission. Cependant, il peut y en avoir dans les émissions de procédés.</li><li>- La consommation de GN dans le tableau de calcul par facteur d'émission (70184,755 MWh PCI ) n'est pas exprimée dans la bonne unité (cf partie Quotas consommation: 7503 193 Nm<sup>3</sup> - PCI=33,678 GJ/1000 Nm<sup>3</sup> - facteur d'émission 56.44). Les émissions de CO<sub>2</sub> dans le pavé « Air » de GERE devront être identiques à celles déclarées dans le pavé "quotas". Or ce n'est pas le cas.</li><li>- Le rendement d'épuration est estimé à 95 %. Même si cette valeur n'intervient pas dans le calcul du flux annuel puisque la mesure a lieu après le système épuratoire, l'Inspection s'interroge sur le fait que le rendement soit aussi élevé et sur tous les polluants mesurés (sauf CO<sub>2</sub>).</li></ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / validité des données dans l'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article Art. 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eau (consommation et rejets)
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en œuvre les moyens nécessaires pour assurer la qualité des données qu'il déclare. Pour cela, il recueille à une fréquence appropriée les informations nécessaires à la détermination des émissions de polluants (...). Les quantités déclarées par l'exploitant sont basées sur les meilleures informations disponibles notamment sur les données issues de la surveillance des rejets prescrite dans l'arrêté préfectoral d'autorisation de l'établissement, de calculs faits à partir de facteurs d'émission ou de corrélation, d'équations de bilan matière, des mesures en continu ou autres, conformément aux méthodes internationalement approuvées. L'exploitant tient à la disposition du service chargé du contrôle de l'établissement, pendant une durée de 5 ans, les informations sur lesquelles les valeurs qu'il a déclarées sont basées. Ces informations contiennent notamment les justificatifs relatifs aux évaluations et/ou mesures réalisées, la localisation et l'identification des points de rejet correspondants.
<b>Constats :</b> Les cadres de rejets de substance dans l'eau ne sont pas disponibles dans Gerep pour la société REGEAL. Toutefois, les quantités rejetées par an ont été calculées par l'exploitant pour les métaux, les matières en suspension, la DCO, la DBO5, les hydrocarbures et les AOx. Ces paramètres visés à l'annexe II de l'arrêté du 31 janvier 2008 n'ont pas de seuil de rejet ou ces seuils ne sont pas atteints.  L'exploitant n'est donc pas tenu de déclarer ses rejets aqueux sous Gerep.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / respect des VLE annuelles

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 01/01/1900, article AP
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Air (valeur limite d'émissions)
<b>Prescription contrôlée :</b> « Les valeurs limites ne dépassent pas les valeurs annuelles fixées par le présent arrêté ».
<b>Constats :</b> Les valeurs limites pour les rejets atmosphériques définies dans l'arrêté préfectoral susvisé n'ont pas été dépassées suite à la campagne de mesures annuelle réalisée en 2021.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



**Nom du point de contrôle :** Déclaration GEREP / prélèvement d'eau

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 25/02/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Arrêté sécheresse
<b>Prescription contrôlée :</b> Au regard de la consommation réelle de l'établissement REGEAL de Compiègne, les prélèvements maximaux d'eau brute autorisés au titre V, Chapitre VI, article 1.1 "consommation" de l'arrêté préfectoral complémentaire du 24 décembre 1998 sont maintenus et complétés comme suit :  Dans la nappe de la Craie, le débit maximal journalier de prélèvement est de 240 m3/j et le débit maximal annuel de prélèvement est de 75 000 m3/an.
<b>Constats :</b> En 2019, les consommations d'eau issues de la nappe ont été estimées à 61 018 m3. En 2020, elles ont été estimées à 45 680 m3 et en 2021 à 49 136 m3.  En 2019, l'exploitant a déclaré un nombre de jours travaillés de 313 pour une consommation annuelle de 61 018. Ce qui correspond à une consommation moyenne 195 m3/j.  En 2020, l'exploitant a déclaré un nombre de jours travaillés de 271 pour une consommation annuelle de 45 680. Ce qui correspond à une consommation moyenne 169 m3/j.  En 2021, l'exploitant a déclaré un nombre de jours travaillés de 327 pour une consommation annuelle de 49 136. Ce qui correspond à une consommation moyenne 150 m3/j.  L'arrêté préfectoral "sécheresse" incite l'exploitant à réaliser des actions de réduction de prélèvements et des économies d'eau.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet